

Initiatives ministérielles

crises, la réponse est non. Par conséquent, je félicite ma collègue pour avoir si bien réussi à expliquer notre position. Nous continuerons de nous battre, et nous ne piquerons pas de crises.

La députée voudra peut-être commenter mes observations.

Le président suppléant (M. Paproski): Elle le souhaite peut-être. La députée de Sudbury.

Mme Marleau: Oui, je le veux, parce que j'estime que le gouvernement doit faire face à la réalité.

Je ne connais pas leurs antécédents, mais je peux leur raconter ma vie. C'est ma mère, seule, qui m'a élevée, et je sais ce qu'elle a dû souffrir pour veiller à ce que je sois bien vêtue et bien chaussée. Je sais aussi ce qui guette la mère célibataire quand elle ira acheter un costume d'hiver ou des chaussures à ses enfants. Elle devra payer plus cher à cause de la taxe. Et je sais de quoi je parle parce que j'ai été élevée à Kirkland Lake, loin des grands centres urbains, et que nous devons payer plus cher à l'époque, tout comme les habitants de cette ville doivent payer plus cher encore aujourd'hui parce qu'ils sont éloignés des grands centres urbains.

Je vis à Sudbury depuis 27 ans. Nous avons connu des hauts et des bas. Nous attachons beaucoup d'importance au développement régional et nous nous intéressons à ce qui se passe dans ce domaine. Nous nous y intéressons parce que le transport est un des éléments clés de notre développement régional. Nous ne voulons d'une taxe sur les transports parce que nous estimons que cela nous rendra la vie plus difficile.

Nous savons aussi que le chauffage coûte très cher à Sudbury, parce qu'il fait froid chez nous. Les habitants de Sudbury comprennent la situation. Les députés de l'autre côté de la Chambre devraient peut-être venir nous visiter. Les membres du gouvernement devraient peut-être se rendre un peu plus au nord, à Kirkland Lake, à Moosonee ou à Iqaluit, pour savoir ce que c'est vraiment que le froid, et essayer de persuader les habitants de ces localités qu'ils vont vraiment aimer cette taxe puisqu'elle sera si bonne pour eux. Allons donc! Sortez-vous la tête du sable. Entreprenez une tournée pour découvrir ce que les gens pensent vraiment de votre taxe.

M. Rodriguez: Monsieur le Président, j'ai écouté le discours de la députée de Sudbury. Il était très négatif. Il décrivait ce à quoi s'opposent les libéraux. C'est tout ce que j'ai entendu de la part des libéraux qui se contentent de dénoncer la TPS!

Un parti comme le Parti libéral se doit de dire aux Canadiens par quoi exactement il propose de remplacer la taxe injuste sur les ventes des fabricants. Nous reconnaissons que cette dernière taxe est injuste et exerce une

discrimination contre les exportations canadiennes. Nous n'avons aucun mal à le reconnaître.

Pour nous acquitter de notre responsabilité, et toujours pour offrir des choix aux Canadiens, nous avons déposé un rapport minoritaire. Il ne s'agit pas d'embêter le gouvernement. Il s'agit de présenter une solution de remplacement aux Canadiens si nous nous opposons à son projet, et de dire pourquoi nous y sommes opposés et par quoi nous proposons de le remplacer. C'est ce que nous avons fait, de ce côté-ci de la Chambre.

Tout ce que j'entends de la part des libéraux, ce sont les mêmes absurdités que nous avons entendues de la bouche de Pierre Trudeau lorsqu'il s'attaquait à Robert Stanfield et à son projet de contrôle des salaires et des prix jusqu'à ce qu'il reprenne le pouvoir et impose cette même mesure. Je le dis aux Canadiens, méfiez-vous des libéraux. Ce sont des loups déguisés en brebis.

Mme Marleau: Monsieur le Président, le député à ma gauche est manifestement tombé dans le piège et est prêt à discuter de ses solutions de remplacement au lieu de forcer le gouvernement conservateur à rester vigilant et à défendre la mesure qu'il propose. J'ai l'intention de le harceler jusqu'aux prochaines élections.

M. René Soetens (Ontario): Monsieur le Président, je suis heureux de participer aujourd'hui au débat concernant la taxe sur les produits et services.

Une manchette du *Toronto Star* du 30 novembre a probablement très bien décrit quelques-unes des préoccupations qui ont été exprimées aujourd'hui et précédemment. Le *Toronto Star* est un quotidien bien connu et réputé pour appuyer de nombreuses bonnes politiques des conservateurs. La manchette dit ceci: «La TPS—Il se dit bien des bêtises.»

J'ai écouté le débat, non seulement à la Chambre, mais aussi au Comité des finances, dont je fais partie. Je dois avouer que, parfois, le *Toronto Star* exprime son opinion avec beaucoup d'éloquence et l'a fait avec brio dans ce cas-ci.

Si je traite d'abord de ce point de vue en particulier, c'est que le gouvernement a du mal à convaincre les Canadiens de l'importance de la taxe sur les produits et services, en partie parce que, sciemment ou non, on répand à son sujet de fausses informations.

• (1650)

Par exemple, La Voix—Le Réseau des aînés a fait parvenir à ses membres un article dont il a eu l'obligeance de me remettre une copie. À la page 9 de cet article, le réseau énumère quelques-uns des services qui seront peut-être taxables si le projet de loi sur la TPS est adopté. La liste comprend l'eau et la note de téléphone, mais il n'est pas question de la suppression de la taxe sur les appels téléphoniques ou sur les télécommunications. L'organisme parle des transports, mais passe sous silence les crédits de taxe sur intrants pour les coûts du carbu-